

MEDITERRANEE : POUR UNE LECTURE GÉOPOLITIQUE DE L'AGRICULTURE*

Sébastien ABIS*
Agathe LAURE**

RESUME

La sécurité alimentaire doit redevenir un sujet prioritaire dans l'action multilatérale de la communauté internationale. C'est une problématique multidimensionnelle et intersectorielle qui conditionne à la fois le développement, la stabilité et le futur du Monde. Ce constat est particulièrement significatif en Méditerranée, zone où se polarisent toutes les tensions agricoles et alimentaires observables à l'échelle planétaire. Analyser ces enjeux et ces dynamiques requiert donc de croiser inévitablement les questions agricoles avec la géopolitique et la stratégie des acteurs qui s'opèrent dans la région.

MOTS-CLEFS: Sécurité alimentaire, géopolitique, Méditerranée, stratégies, Brésil

JEL CLASSIFICATION : F5, O10, Q10, Q18, R10

La crise alimentaire de 2008 a révélé la dimension stratégique et multidimensionnelle de l'agriculture. On redécouvre que se nourrir demeure bien la première des contraintes pour l'Homme. Surtout quand, aujourd'hui, un convive sur sept à la table de l'Humanité ne mange pas à sa faim. En outre, on constate que 80% des personnes souffrant de la faim sont des paysans ou des éleveurs¹. Par delà ce drame planétaire (aucune région n'est épargnée, pas même l'Europe ou les Etats-Unis), il est nécessaire d'insister sur le caractère avant tout géopolitique de l'agriculture. Ces deux problématiques ont un lien intrinsèque, trop rarement mis en valeur. Il est pourtant grand temps que les analyses agricoles puissent croiser celles de la géopolitique. Comprendre ce lien est en effet un préalable indispensable pour répondre aux défis qui se posent car c'est bien

* Administrateur- Analyste politique, CIHEAM, Secrétariat général

** Consultante, CIHEAM, Secrétariat général

¹ Selon la FAO, les personnes souffrant de la faim sont à 50% des petits paysans, à 10% des éleveurs, à 20% des paysans sans terre et à 20% des familles urbaines pauvres. «Les victimes de la faim plus nombreuses que jamais», 19 juin 2009.

par une réelle volonté politique et par elle seule, que pourront être mises en place des actions efficaces et des solutions durables mettant fin au problème de la faim dans le monde. A ce titre, la situation alimentaire au sein du bassin Méditerranéen s'avère particulièrement révélatrice de cette approche. Le présent article entend revenir sur ce constat tout en proposant de mettre en valeur des phénomènes émergents qui s'opèrent dans la région sur le plan de la sécurité alimentaire et qui en accentuent la dimension géopolitique.

1. AGRICULTURE ET GEOPOLITIQUE : LA PREUVE EN MEDITERRANEE

1.1. Deux problématiques intimement liées

Le renchérissement tout comme l'hyper volatilité du prix des matières premières, les inconnues mondiales quant aux disponibilités à moyen terme des ressources naturelles, les émeutes de la faim très médiatisées ayant secoué la planète au printemps 2008 ont contribué à raviver les enjeux agricoles et alimentaires. On doit affirmer que l'alimentation constitue la première source d'énergie pour les hommes et pour le développement. Un être humain affamé est physiquement menacé, économiquement affaibli et socialement marginalisé. Le problème de la faim est ancien, il reste vif et constituera toujours un défi prioritaire dans le monde.

Si la corrélation entre agriculture et géopolitique est rarement mise en exergue, ces deux notions doivent pourtant être intimement reliées. La géopolitique se définit par le rapport qui existe entre les données physiques, en particulier géographiques, et la politique des Etats. Quoi de plus physique que les richesses provenant du territoire et de leur exploitation ! Le développement agricole et rural tout comme la construction d'une sécurité alimentaire sont le résultat de choix politiques, de décisions économiques et de volontés sociales. Certains pays ont fait de l'agriculture l'un des piliers de leur puissance et de leur rayonnement. D'autres ont compris que la conquête et le contrôle de ressources rares, indispensables à la production agricole comme le sont l'eau et la terre, pouvaient représenter des leviers déterminants pour sécuriser leur développement.

Si des facteurs ont évidemment contribué à rendre plus tenace la question de la sécurité alimentaire mondiale (il en est ainsi de la spéculation boursière ou de l'essor des agro-carburants)², plusieurs dynamiques

² Blanc P, 2009

socioéconomiques et politiques pèsent lourdement : émergence de classes moyennes dans les pays en développement, changement des comportements alimentaires, manque de régulation pour sécuriser les approvisionnements, politiques publiques et investissements désertant le champ agricole depuis plusieurs années, etc. Le défi, loin d'être conjoncturel, est véritablement structurel puisqu'il faut nourrir une population croissante, avec moins de ressources naturelles, en tenant compte des principes de durabilité et d'exigence de qualité pour les productions.

Dans ce contexte, l'évolution géopolitique internationale n'est pas sans conséquences. La multipolarité exige de nouvelles stratégies pour faire progresser négociations et actions multilatérales. La montée en puissance de nouveaux acteurs globaux, publics et privés, redessine les cartes géoéconomiques de la planète. De nouvelles routes commerciales, notamment Sud-Sud, balayent les sentiers traditionnels et contrarient les puissances dominantes du passé dont l'influence décline alors que certains pays s'affirment.

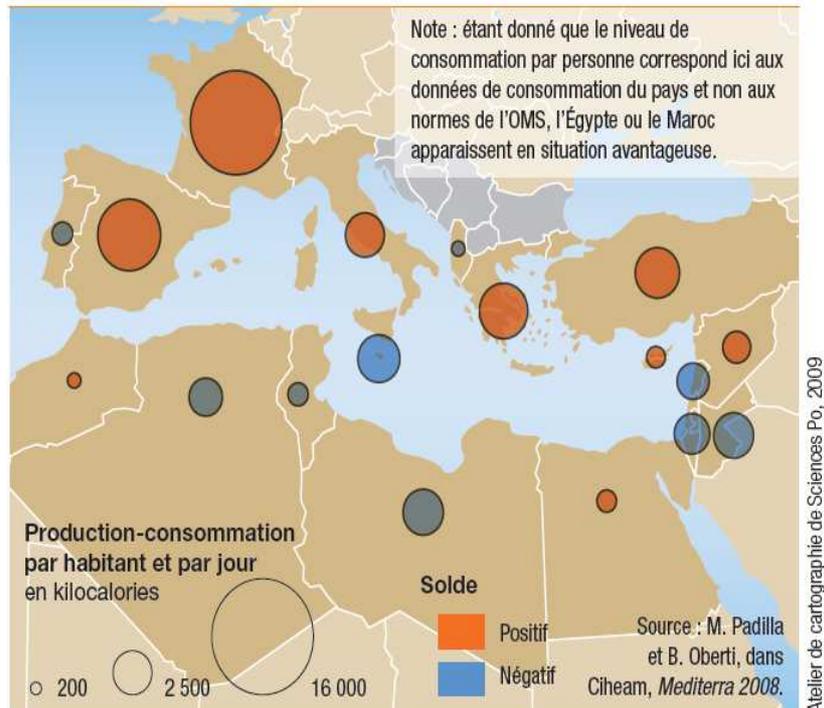
1.2. Pourquoi la Méditerranée illustre si bien l'intimité du lien entre agriculture et géopolitique

Depuis toujours, l'agriculture joue un rôle essentiel dans l'histoire et la géopolitique de la Méditerranée, qu'il s'agisse du développement des territoires ou du brassage commercial et socioculturel. Les ports et les villes marchandes ont été les moteurs de ce processus, ayant positionné pendant des siècles le bassin Méditerranéen comme le cœur et le carrefour du monde. L'agriculture et l'irrigation ont été des vecteurs majeurs pour l'essor des grandes civilisations. Plus près de nous, la construction européenne s'est fortement appuyée sur la politique agricole commune (PAC) et les indépendances, au sud de la Méditerranée, ont vite consacré leurs efforts au développement d'une agriculture moderne capable d'assurer, entre autres, la paix sociale.

Si les conquêtes ont bien souvent permis l'accès et le contrôle des terres, le développement du commerce dans la région et la mondialisation ont progressivement façonné le paysage agricole méditerranéen. La sécurité alimentaire est, pour des raisons évidentes, une préoccupation politique très ancienne et majeure, chaque Etat voulant atteindre un minimum d'autosuffisance. Ayant une production nationale trop faible pour répondre aux besoins locaux, notamment en céréales (le blé représente à lui seul près

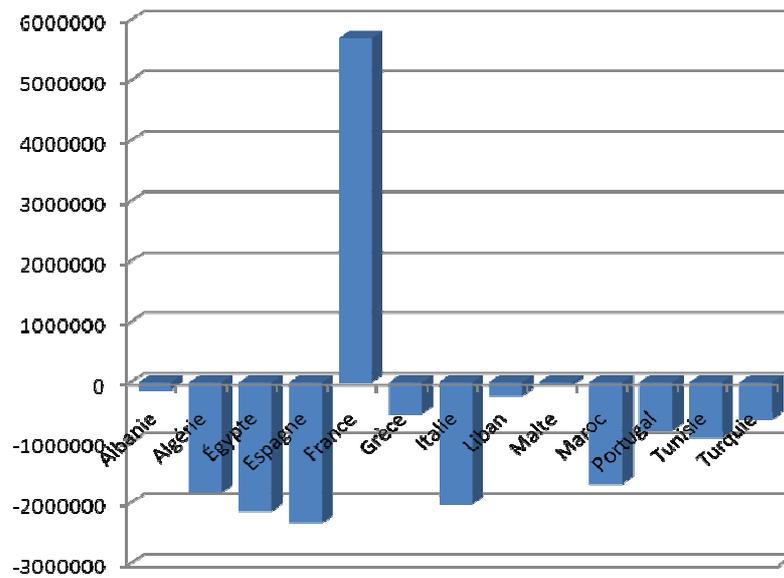
de 35% des calories consommées quotidiennement dans les pays arabes³), la sécurité alimentaire en Méditerranée ne peut être assurée que par le recours aux importations qui proviennent, d'ailleurs, des quatre coins de la planète. En effet, après l'Europe qui reste la plus présente, les Etats-Unis, le Brésil, l'Australie, la Russie sont les principaux partenaires commerciaux de la région. L'approvisionnement en matières premières est ainsi soumis aux lois du marché et n'échappe pas à la forte financiarisation et à la spéculation boursière. La perturbation des cours, provoquée par l'embargo russe de l'été 2010, qui a eu de graves conséquences sur les importations des pays du Sud et notamment de l'Égypte, démontre que ce système continue à peser. Pourtant, la coopération internationale pêche à réguler et à amoindrir cette dépendance croissante.

Table 1. **Surplus/ Déficit alimentaire par habitant, 2004**



³ World Bank, 2009

Table 2. Solde de la balance commerciale en céréales, 2007



Source: Calculs réalisés à partir des données de la FAO (FAOSTAT)

Parce que l'intensité des échanges a permis le brassage des populations et la diversité des modes alimentaires, le pourtour méditerranéen partage indéniablement des produits d'une qualité reconnue. Et cette culture attire : ainsi, la diète méditerranéenne a été officiellement admise en 1994 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme référence internationale⁴. Elle est d'ailleurs inscrite, depuis novembre dernier au patrimoine immatériel de l'humanité de l'UNESCO. En somme, on cherche à travers cette diète à transmettre au Monde ce que la Méditerranée possède d'universel. Or ce potentiel, qui constitue l'un des rares éléments fédérateurs et positifs au sujet de la Méditerranée, n'est pas exploité à la hauteur d'une ambition politique et sanitaire. Nous assistons à de profonds changements des pratiques alimentaires liés à l'urbanisation, l'émancipation de la femme, la hausse de certains niveaux de vie et l'essor de la grande distribution. Et,

⁴ CIHEAM, 2010

paradoxe fâcheux, les pays méditerranéens sont de moins en moins tournés vers une pratique alimentaire responsable : les dérives se multiplient avec une occidentalisation/standardisation des consommations et les conséquences s'observent sur le plan de la santé des populations. Surpoids et obésité progressent dans la majorité des pays et ce, dans des proportions tout à fait préoccupantes. Ces enjeux de santé publique, additionnés au manque d'accès à l'eau potable en particulier dans les zones rurales, sont considérables : près d'un décès sur deux, dans les pays du sud de la Méditerranée, est lié à une maladie d'origine alimentaire⁵.

L'attractivité de la zone méditerranéenne reste indéniable : la région accueille chaque année un tiers des flux touristiques mondiaux, créant des rentrés économiques considérables. Du reste, le développement d'un tourisme vert ouvre une voie nouvelle pour la promotion des terroirs méditerranéens. Cet écotourisme, dirigé vers les campagnes et répondant à un désir d'authenticité d'une population citadine grandissante, permet de diversifier les activités de l'espace rural et de développer les produits locaux traditionnels. Il est, par ailleurs, tout à fait compatible avec les stratégies de développement durable que les pays méditerranéens et les organisations internationales cherchent à mettre en place. Tourisme, alimentation, espaces ruraux : ces thèmes peuvent se combiner vertueusement en Méditerranée⁶.

L'agriculture est également concernée par les dynamiques démographiques et géographiques. En effet, si les Etats méditerranéens s'urbanisent rapidement, un tiers de la population régionale vit dans les zones rurales, soit environ 150 millions de personnes⁷. En outre, cette population ne décline pas en valeur absolue (stabilité au Maghreb, croissance au Machreq notamment en Egypte).

Jamais les campagnes sud-méditerranéennes n'ont compté autant de ressources humaines. La première activité des territoires ruraux reste l'agriculture dans les pays du Sud et il serait illusoire de tendre, à court terme, vers des taux d'actifs agricoles à moins

⁵ CIHEAM, 2007

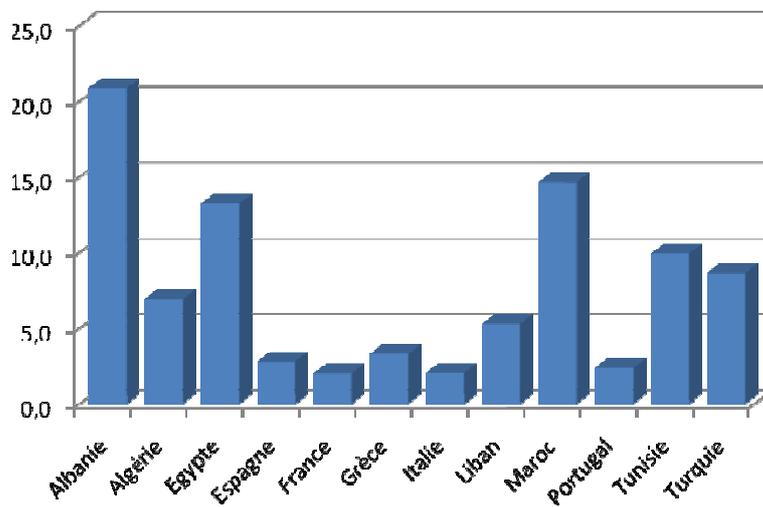
⁶ CIHEAM, 2009

⁷ Id. 4

de 5% comme c'est désormais le cas en Europe. Enfin, il est important de noter que les questions migratoires peuvent avoir des incidences positives sur l'agriculture régionale : d'une part à travers l'emploi saisonnier, d'autre part avec les transferts financiers des migrants qui bénéficient parfois au développement local des territoires ruraux.

L'économie des pays méditerranéens est aussi fortement dépendante de l'activité agricole qui génère en moyenne 5 à 15% du PIB et emploie un quart de la population⁸, dont une très large majorité de femmes. Cependant, les zones rurales souffrent particulièrement de la mondialisation et de l'attraction des villes, placées en marge du développement, délaissées des pouvoirs publics et privées d'accès aux services de base (éducation, santé, eau). La question de l'équilibre territorial se pose avec acuité car les risques de fracture entre mondes urbains et mondes ruraux sont nombreux.

Table 3. Part de l'agriculture dans la formation du PIB, 2008



Source : Banque Mondiale, Indicateurs de développement

⁸ CIHEAM, 2008

L'actualité nous montre régulièrement que les variations du prix du pétrole constituent un intrant majeur en agriculture, pesant ainsi sur la sécurité alimentaire de la région, déjà très fragile. Cette problématique énergétique, hautement politique, s'est complexifiée avec l'essor des biocarburants qui se développent à la place et sur les terres de cultures alimentaires et participent à la flambée des prix des matières premières, comme les céréales. Le Brésil, misant de plus en plus sur l'essor des agro-carburants et ses capacités en la matière, a d'ailleurs noué une forte coopération avec la Turquie dans ce domaine.

S'il est un domaine unanimement reconnu et largement médiatisé comme un enjeu géopolitique majeur, il s'agit bien de celui de l'eau, de sa gestion et de son partage. Or, la ressource en eau est intrinsèquement liée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire. En effet, 70% de l'eau utilisée l'est pour des besoins agricoles⁹. La nécessaire coopération politique en matière de partage de la ressource en eau a donc un impact direct sur l'activité agricole. Le commerce «d'eau virtuelle» à travers l'échange de produits agricoles se développe également. Le Maroc exporte ainsi de la tomate, très demandeuse en eau, vers l'Europe pourtant riche en ressources hydriques, «exportant» ainsi des quantités d'eau considérables alors même que la ressource vient à manquer. Cette question de l'eau virtuelle trouve en Méditerranée un écho important dans les réflexions sur les modèles agricoles durables et les hypothétiques solidarités à mettre en œuvre¹⁰.

La question environnementale et le changement climatique s'insèrent également au cœur des problématiques touchant à la sécurité alimentaire. Le climat et la géographie sont historiquement contraignants pour l'agriculture dans la région. La raréfaction de l'eau et de la terre ou les accidents météorologiques ne sont pas des phénomènes nouveaux : ils structurent depuis toujours le développement en Méditerranée, complexifiant et fragilisant la production agricole¹¹. La biodiversité, tant marine que végétale, est de plus en plus menacée. L'accentuation de ces tensions sur les ressources et l'accélération des changements climatiques font du

⁹ UNESCO, 2009

¹⁰ CIHEAM, 2009

¹¹ Conclusions de la 8^{ème} réunion ministérielle des Etats membres du CIHEAM, Istanbul 2010.

bassin Méditerranéen une des zones du Monde les plus vulnérables sur le plan écologique et, par la même, politique.

La Méditerranée est en effet depuis longtemps le théâtre de tensions récurrentes et ses ressources naturelles sont un facteur de puissance. Ainsi, la Grèce, Rome, les Croisés, les Arabes, les Ottomans et plus récemment les puissances européennes, ont fait de ce bassin une zone stratégique d'influences et de rivalités. Ces conquêtes ont d'ailleurs permis l'expansion de certaines cultures (comme la vigne, l'olivier ou le blé). Ces convoitises demeurent encore aujourd'hui. Il suffit de parcourir l'évolution du conflit israélo-palestinien pour comprendre à quel point l'accès à l'eau et à la terre y représente un enjeu stratégique majeur¹². La paix interne n'est également pas épargnée, comme l'ont montrée les émeutes parfois très violentes qui ont secoué certains pays méditerranéens au cours des dernières années, quand le prix du pain explosait ou que l'accès à la nourriture devenait difficile. Ventre affamé n'a pas d'oreille. L'insécurité alimentaire, hier comme demain, peut constituer l'un des plus grands facteurs de turbulences pour la Méditerranée.

Toutes ces variables, ici brièvement exposées et donc parfois inévitablement schématiques, doivent être examinées comme une combinaison stratégique. Elles révèlent une toile géopolitique régionale caractérisée par des dynamiques agricoles et alimentaires ancrées dans un passé commun, mais qui représentent surtout un enjeu majeur pour le futur. A ces questions s'ajoutent par ailleurs des phénomènes sociaux-économiques émergents qui viennent renforcer le lien entre agriculture et géopolitique en Méditerranée.

2. L'INSERTION CROISSANTE DE NOUVEAUX ACTEURS DANS LE PAYSAGE AGRICOLE MEDITERRANEEN

2.1. De la micro-entreprise à la puissante industrie agroalimentaire

Depuis les années 1990, les pays du sud et de l'est de la Méditerranée ont été l'objet d'un nombre croissant d'investissements directs à l'étranger (IDE) sur leur territoire. Cet essor représente un volume de production important et une augmentation significative des emplois. Ce phénomène participe à modifier profondément le paysage économique, politique et social de la région.

¹² Blanc P, Chagnollaude JP et Souiah S., 2007

Si la domination des micro-entreprises perdure dans le domaine agro-alimentaire¹³ (ce qui permet ainsi d'assurer une sécurité alimentaire aux ménages les plus modestes), leur poids diminue et leur potentiel n'est pas mis en valeur. Parce qu'elles sont peu rentables, ces entreprises sont, en effet, mises de plus en plus en marge du système et ne bénéficient guère des politiques publiques d'investissement. N'ayant pas les ressources nécessaires pour innover et prospérer face à une concurrence croissante, elles perdent de leur importance. Ces pays souffrent également d'un manque de moyennes et grandes entreprises (de 10 à 250 salariés) permettant une concurrence saine et équilibrée.

Face à ces déséquilibres, l'industrie agro-alimentaire est en pleine croissance dans la région. Elle trouve tout d'abord une origine nationale, où l'Etat joue le rôle d'un investisseur important par le biais de conglomérats. Des firmes locales gagnent également en importance.

Dans ce contexte, les grandes firmes multinationales investissent de plus en plus dans la région et en particulier dans les structures locales et conglomérats déjà existants, afin de limiter les risques liés à l'implantation dans un environnement nouveau. La Turquie, Israël ou l'Égypte par exemple, ont attiré le plus d'IDE de ces firmes au cours des vingt dernières années. Le Maroc et l'Algérie attirent récemment de nombreux investisseurs européens, français en particulier. Ainsi, à titre d'exemple, Danone base sa stratégie commerciale sur le renforcement des acquisitions et des partenariats avec les firmes locales, comme en Algérie où la société s'associe aux leaders locaux du marché et accélère fortement son implantation¹⁴. L'intégration, par les entreprises locales à la chaîne d'approvisionnement, de ces firmes étrangères comporte des avantages commerciaux, permettant de contourner les barrières tarifaires à l'exportation, comme au sein de l'Union Européenne.

Certains secteurs, tournés vers le marché domestique sont particulièrement attractifs. C'est le cas de l'industrie brassicole, laitière et de la transformation de céréales. Les produits davantage voués à l'exportation, comme la transformation des fruits et légumes et la production d'huile d'olive, intéressent aussi les investisseurs. Si les investissements des firmes agro-alimentaires étrangères restent

¹³ CIHEAM, 2009

¹⁴ Chretien F et Rastoin JL, 2010

modestes, comparés à d'autres régions du monde plus attractives en termes de marché, cette croissance comporte des risques très importants, notamment pour le milliard de petits paysans et les micro-entreprises dont la production ne fait pas le poids face à ces firmes. Il en découle des conséquences sociales et économiques intrinsèquement liées au développement, à la stabilité et à la politique des pays. Il est, de plus, intéressant de noter que les grandes sociétés agroalimentaires constituent un lobby puissant, ayant un poids très important au niveau des politiques et des marchés internationaux.

2.2. Le phénomène croissant d'accaparement des terres

La course aux terres agricoles n'est pas une nouveauté. Le processus de colonisation s'est fortement appuyé sur cette logique visant à conquérir ressources et territoires productifs. On observe pourtant une croissance significative de celle-ci, en nombre et en superficie, de plus en plus inquiétante¹⁵. Certains états, ayant peu de terres arables, se tournent vers des états plus vastes afin de cultiver des produits de base dont ils manquent pour nourrir leur population. Ce phénomène est particulièrement complexe car il représente pour les uns, une solution au manque de terres cultivables et une meilleure sécurité alimentaire mais crée pour d'autres, une vulnérabilité supplémentaire et la perte de leur terre et du profit qu'ils pourraient en dégager. Ces acquisitions de terres recouvrent plusieurs formes, les plus courantes étant la vente et la location. Les bénéficiaires principaux de ces contrats sont souvent des compagnies privées locales et des multinationales. Cependant, la participation d'entités publiques à ce phénomène est de plus en plus importante. Il est également intéressant de noter que ces «acquisitions» sont fortement marquées par un rapport sud-sud dont témoignent, par exemple, les négociations en cours entre la pétromonarchie saoudienne et le Brésil, fort d'un territoire immense.

Les pays arabes et méditerranéens ne sont pas épargnés par ce phénomène. Les Etats du Golfe, comme les Emirats Arabes Unis ou l'Arabie Saoudite constituent en effet des investisseurs de poids. Et si leurs principaux investissements sont ciblés en Afrique et plus récemment en Asie, ils s'intéressent également à leurs voisins méditerranéens, notamment la Jordanie et le Maroc, dans les secteurs variés de l'agriculture, de la pêche, de la manufacture et du tourisme¹⁶.

¹⁵ Pouch T, 2010

¹⁶ Abis S et Cusi P, 2010

Les Etats méditerranéens, pour pallier au manque de denrées alimentaires et à leurs contraintes naturelles, sont eux-mêmes très actifs. Ainsi, à l'été 2008, l'Egypte a contracté avec les autorités ougandaises la location de 800 000 hectares de terres pour produire du blé et du maïs¹⁷. Dans la même perspective, la Libye, déjà présente au Mali, au Libéria et en Guinée, met à l'œuvre une véritable « diplomatie agricole » et a engagé des négociations avec l'Ukraine. Un partenariat avec le Brésil est également en prévision pour la production d'aliments dans les zones irriguées du Nord Est. Mais les objectifs ne sont pas uniquement alimentaires et recouvrent également des besoins en agro-carburants, des utilisations touristiques ou urbaines. Ainsi, en Algérie, 50 000 hectares de terres agricoles ont été réaffectées à d'autres fins et on estime que 112 000 hectares seront concernés à l'horizon 2020¹⁸. Ce phénomène accru, associé à une insécurité et des besoins alimentaires grandissants, marque déjà le paysage géopolitique méditerranéen. Il pourrait notamment toucher dans le futur des pays jusqu'alors peu concernés, comme les Etats du Maghreb et le Liban.

Table 4. Pays du Moyen-Orient et du Maghreb concernés par le phénomène d'accaparement des terres

	Pays d'origine	Pays de destination
Etats du Golfe	Arabie Saoudite Emirats Arabes Unis Bahreïn Koweït Qatar	
Autre Etats du Moyen-Orient	Egypte Jordanie	Egypte Jordanie Turquie Yémen Syrie
Maghreb	Lybie	Algérie Maroc

Source : Compilation des données tirées des rapports GRAIN 2008, 2009 et 2010 ainsi que la Note d'analyse n°6 du CIHEAM «Convoitises sur les terres agricoles mondiales. Les pays arabes au cœur du débat»

¹⁷ GRAIN, 2008

¹⁸ Ce chiffre est issu d'un rapport du Ministère algérien de l'agriculture et du développement rural sur les perspectives du foncier agricole.

Les rentrées économiques qui en découlent pourraient, de prime abord, avoir un impact bénéfique dans le pays hôte, créant ainsi une source de revenus et d'emplois. Les nouveaux venus exploitent et rentabilisent alors une terre arable jusqu'alors délaissée. Cependant, ces investissements, marqués par un manque de transparence, ont souvent lieu dans les Etats à gouvernance faible, ayant une législation foncière peu claire et sans considération des collectivités locales et des organisations paysannes. Outre la vente ou la location, les compensations économiques ne sont pas toujours prévues. Il arrive également que le pays bailleur utilise sa propre main-d'œuvre, privant donc le pays de retombées locales en matière d'emploi. Les paysans, n'étant souvent pas propriétaires de leurs terres (possédées par l'état), en sont alors évincés sans bénéficier d'aucun droit ou compensation. Il faut néanmoins relativiser l'ampleur de ces acquisitions, la réalité étant souvent bien loin de ce qui avait été prévu (on estime que moins de 50% des annonces se réalisent¹⁹).

En l'absence d'un droit international et d'une régulation dans ce domaine, c'est bien la loi du plus fort qui demeure, à l'image des enjeux économiques et politiques qui les sous-tendent. Des limitations seraient cependant possibles en favorisant un meilleur contrôle public, une plus grande transparence, une implication des populations locales et des considérations environnementales. Le rôle des Etats est alors majeur, à l'image du Brésil qui, voyant ce phénomène s'accroître, a changé sa loi foncière afin de limiter ces acquisitions. Mais qu'en est-il des pays où la gouvernance est faible? Un changement de pratique et des règles claires devraient s'établir à un niveau plus large, notamment par la coopération régionale et mondiale, ce qui est loin d'être encore le cas.

En effet, réuni en octobre 2010, le Comité de la sécurité alimentaire (CSA) de l'ONU a examiné un code de conduite sur les investissements fonciers à l'étranger, mais ne l'a pas formellement adopté et s'est contenté d'en «prendre note». Cette nouvelle pratique grandissante constitue une parfaite illustration de l'imbrication des enjeux, qui dépasse le cadre purement thématique de l'agriculture et s'insère dans des enjeux économiques, politiques, de sécurité alimentaire et de puissance.

¹⁹ Banque mondiale, 2010

2.3. Des partenaires plus diversifiés : le monde en Méditerranée

Pour des raisons géographiques et historiques évidentes, l'Europe entretient des relations importantes avec les pays du Sud de la Méditerranée. Elle y est un acteur agricole traditionnel, demeurant leur premier partenaire agro-commercial (assurant un tiers des achats agro-alimentaires de ces pays et important environ la moitié de leurs exportations). Les relations économiques se font surtout dans un cadre bilatéral et la création d'une zone de libre échange est prévue entre 2010 et 2020²⁰. Les Etats-Unis ont également un rôle majeur dans la région, et ce depuis la seconde guerre mondiale, étant le second partenaire commercial de la zone après l'Union Européenne ; Israël, la Turquie, l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et l'Algérie sont ainsi de gros importateurs de ses produits agricoles. Des zones industrielles qualifiées, offrant un accès privilégié au marché américain ont d'ailleurs été instaurés en Jordanie et en Egypte.

Face à ces partenaires traditionnels, une multitude de nouveaux acteurs s'introduisent progressivement dans le sud et l'est de la Méditerranée à l'instar de la Chine, de l'Inde, de la Russie, des monarchies du Golfe, de la Turquie et du Brésil²¹. Si le cas de la Chine fait l'objet de nombreuses attentions, elle n'est pas pour l'heure tournée prioritairement vers les questions agricoles (encore que la production d'huile d'olive développée par Pékin n'est pas sans rapport ici, notamment quand on observe le rapprochement intéressé avec la Grèce). D'autres Etats, comme ceux de la mer Noire, le Japon ou le Brésil s'invitent de plus en plus dans la zone méditerranéenne notamment en matière d'agriculture.

La Russie et l'Ukraine prennent ainsi une importance agro-commerciale grandissante dans la région, grâce à leurs exportations céréalières qui augmentent depuis quelques années. Mais les pertes en blé, survenues lors de l'été 2010 dans les plaines russes, ont agité le marché international et ont eu des répercussions dans les stratégies d'approvisionnement en céréales des pays méditerranéens fortement dépendants, à l'instar de l'Egypte.

²⁰ Cette zone de libre échange constitue l'un des objectifs du partenariat Euro méditerranéen, mis en place à la suite de la conférence de Barcelone, en 1995.

²¹ Confluences Méditerranée, 2010

Les liens avec le Japon relèvent, aujourd'hui, essentiellement d'une coopération en matière d'infrastructures économiques et sociales. N'étant pas directement orientée vers l'agriculture, cette coopération a pourtant des conséquences dans ce domaine puisqu'elle est axée sur l'approvisionnement durable et la gestion intégrée des ressources en eau (le Japon est le 3^{ème} donateur dans le secteur de l'eau après les Etats-Unis et l'Allemagne)²². Son intérêt pour les ressources énergétiques de la région, allié à une dépendance agricole nipponne croissante, laisse entrevoir des partenariats potentiels dans ce domaine.

Mais l'acteur émergent majeur de ces dernières décennies est bien le Brésil et il constitue une illustration intéressante de l'imbrication croissante entre agriculture, insécurité alimentaire et géopolitique. Aujourd'hui 10^{ème} puissance économique mondiale, le Brésil ne cesse de renforcer sa puissance sur tous les fronts. Il est ainsi très actif dans les négociations internationales d'ordre politique (ONU) et commercial (OMC). Il renforce ses relations avec les grandes puissances telles que les Etats-Unis, l'Europe ou le Japon, tout en étant l'un des instigateurs majeurs du renforcement de la coopération sud-sud. Autosuffisant sur le plan pétrolier, cinquième superficie mondiale et riche en ressources naturelles, le Brésil possède de nombreux atouts pour son développement et son expansion.

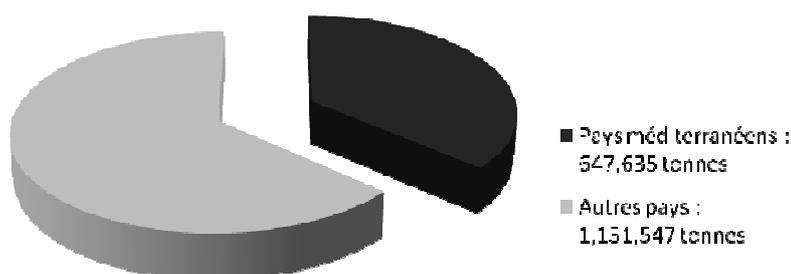
Son action dans la région n'est pas uniquement tournée vers l'agriculture. Elle est tout d'abord diplomatique et politique. Ainsi, le sommet de Brasilia, qui s'est tenu les 10 et 11 mai 2005, fut l'occasion d'affirmer une réelle volonté d'intensifier la coopération économique, politique et culturelle entre l'Amérique du Sud et la Méditerranée. A Doha, en 2009, s'est ensuite tenu le second sommet des chefs d'états et de gouvernements d'Amérique du Sud et de la Ligue Arabe. Le Mercosur, avec le Brésil pour chef de file, a engagé en 2008 des négociations commerciales avec l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et travaille à la création d'une zone de libre-échange avec le Conseil de coopération du Golfe.

Malgré ses progrès industriels et tertiaires, le Brésil n'a jamais abandonné son développement agricole. Il a mis en place un puissant complexe agro-industriel capable de transformer et de

²² Plan Bleu, 2007

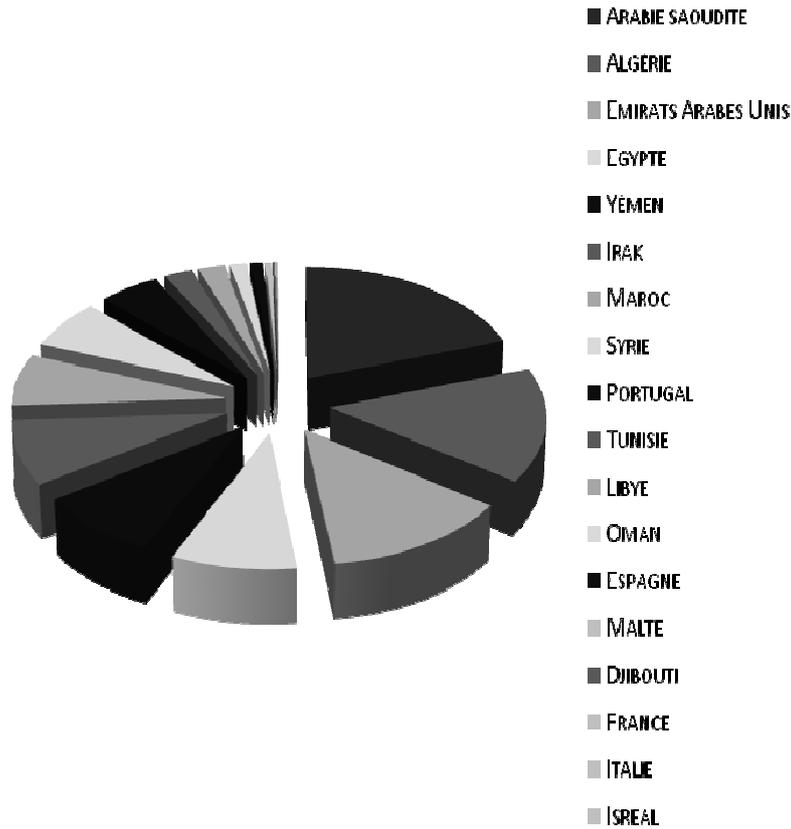
valoriser les denrées ainsi qu'une capacité technique, alliée à d'important espaces naturels, ayant ainsi permis d'accroître la production tout en défrichant de nouvelles terres. Le potentiel agricole du Brésil, de plus en plus mis en valeur, associé à la vulnérabilité alimentaire grandissante des pays arabes et à l'essor des relations sud-sud, lui permet de s'insérer durablement dans le théâtre des relations méditerranéennes. Ainsi, si ces pays ne sont pas les premiers partenaires agroalimentaires du Brésil, leurs importations augmentent très rapidement multipliant par six le volume de ses exportations en l'espace d'une décennie (leur volume est passé de 1,3 milliard de dollars en 1998 à environ 6 milliards en 2009)²³. Le Brésil aujourd'hui vend autant aux pays arabes sur le plan agro-alimentaire qu'il ne le fait avec la Chine. Cela est suffisamment significatif pour être souligné. Elles représentent 9% des produits agricoles importés par l'Egypte, 11% pour le Maroc et 7% pour l'Algérie. Ces exportations concernent surtout le sucre, le Brésil étant leur fournisseur quasi- exclusif, la viande et le soja.

Table 5. **Exportations de sucre brésilien vers les pays arabes et méditerranéens 2010 (en tonnes)**



Source: statistiques du Ministère de l'Agriculture Brésilien (*Ministerio da Agricultura, Pecuária e Abastecimento*)

²³ Abis S, et Nardone J, 2009

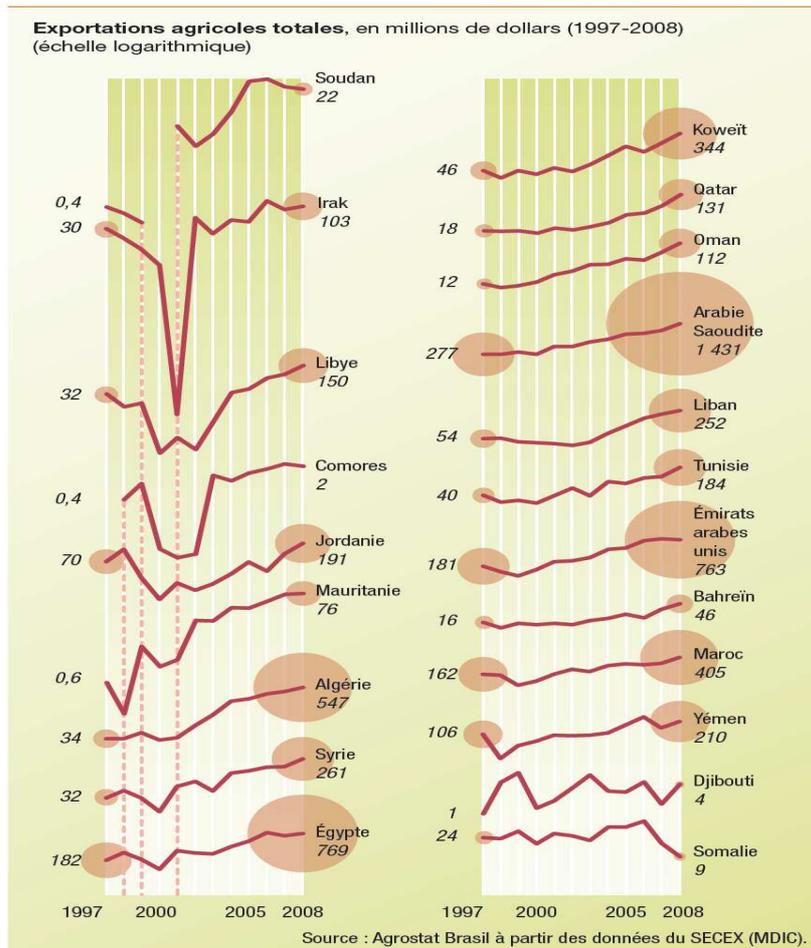


Source: statistiques du Ministère de l'Agriculture Brésilien (Ministerio da Agricultura, Pecuaria e Abastecimento)

Enfin, cette convergence arabo-brésilienne comporte une dimension technique, scientifique et agronomique. Embrapa par exemple, la société brésilienne de recherche agricole, a signé plusieurs accords-cadres de partenariat dans la zone, en particulier en Tunisie et en Egypte. Des changements dans la politique brésilienne, notamment la montée progressive du parti vert et des préoccupations écologiques, pourraient avoir, dans les prochaines décennies, un impact significatif sur sa politique d'expansion et les conséquences environnementales importantes qu'elle entraîne (notamment sur l'Amazonie).

En optant pour un modèle d'extraversion économique et en misant sur son potentiel hydrique et foncier, le Brésil fait désormais de l'agriculture un vecteur de son insertion dans l'économie mondiale. Il a acquis une place de choix dans le théâtre des relations méditerranéennes, créant ainsi de nouvelles interdépendances politiques et économiques. Il pourrait en quelque sorte devenir progressivement la «ferme du monde arabe».

Table 6. Evolution des exportations du Brésil vers les pays arabes



CONCLUSION

Le débat est vif actuellement au sujet de la sécurité alimentaire. Les décideurs plaident pour une meilleure gouvernance agricole à l'échelle internationale mais cette ambition semble encore demeurer au stade du déclamatoire. La communauté scientifique et les experts bataillent souvent sur les capacités ou non de la planète à nourrir une population de près de 7 milliards d'habitants à l'heure actuelle et où les ressources naturelles se raréfient. Les rapports de prospective se multiplient tout autant que les controverses s'amplifient. S'interroger sur la situation en 2050 est utile, mais l'urgence n'est-elle pas de traiter les problèmes présents?

Un monde où un milliard de personnes souffrent de la faim n'est pas tolérable. Tout le problème réside dans la formulation de la question que l'on souhaite poser. Si le réflexe agronomique autour du «peut-on nourrir le monde?» est nécessaire, il est essentiel de le conjuguer à une approche géopolitique sur le «veut-on nourrir le monde?»²⁴. Car c'est bien par une volonté politique et par elle seule, qu'une réponse durable pourra être donnée.

Cette nécessité d'explorer la problématique agricole mondiale en se parant parfois de lunettes géopolitiques trouve un écho particulier dans certaines zones sensibles du monde. La Méditerranée qui concentre toute la panoplie des tensions alimentaires en est une illustration emblématique. L'agriculture constitue en effet un levier qui peut peser sur les différentes variables exposées et permettre développement, paix et croissance.

L'amélioration de la sécurité alimentaire pourrait être impulsée par une régionalisation stratégique de ces enjeux. Dans cette perspective, l'Union pour la Méditerranée devrait accorder à l'agriculture et à l'alimentation, la place déterminante que la tonalité géopolitique de ces questions impose.

²⁴ Cette question a fait l'objet d'une conférence-débat organisée par la CIHEAM, le 18 novembre 2010 «Veut-on nourrir le Monde? Quelles insécurités alimentaires pour quels intérêts?

Références bibliographiques

- Abis S & Cusi P**, 2010. «Convoitises sur les terres agricoles mondiales. Les pays arabes au cœur du débat». *Les notes d'analyse du CIHEAM*, n°61, octobre 2010.
- Abis S, & Nardone J**, 2009. «Le Brésil, future ferme du monde arabe». *Futuribles*, n°356, octobre 2009.
- Blanc P**, 2009. «Faim des villes, faim des campagnes : le retour du politique?». *Affaires- stratégiques.info, IRIS*, 20 octobre 2009.
- Blanc P, Chagnollaud JP & Souiah S**. 2007. «Palestine, la dépossession d'un territoire». *L'Harmattan*, juin 2007.
- Banque mondiale**, 2010. *L'intérêt croissant pour les terres agricoles dans le monde peut-il apporter de bénéfices équitables à long terme?*
- Banque mondiale, FAO, IFAD**, 2009, *Improving Food Security in Arab Countries*, Report, Washington DC.
- Cheriet F & Rastoin JL**, 2010. «Sécurité alimentaire en Méditerranée : un enjeu stratégique majeur». *Les Notes IPEMED*, n°6, janvier 2010, Paris.
- CIHEAM**, 2010. *Veut-on nourrir le Monde? Quelles insécurités alimentaires pour quels intérêts? Compte-rendu de la Conférence-débat organisée le 18 novembre 2010*, Notes d'analyse n°62, décembre 2010.
- CIHEAM**, 2010. *Mediterra, l'Atlas sur l'agriculture, l'alimentation, la pêche et les mondes ruraux en Méditerranée*, Rapport annuel, Presses de Science Po, Paris.
- CIHEAM**, 2009. *Les produits de terroir, les indications géographiques et le développement local durable des pays méditerranéens*. Options méditerranéennes, CIHEAM, n°89, Paris.
- CIHEAM**, 2009. *L'agro-business en Méditerranée*, Lettre de veille, n°8, hiver 2009.
- CIHEAM**, 2009. *Mediterra 2009. Repenser le développement rural en Méditerranée*, Rapport annuel, Presses de Sciences-Po, Paris.
- CIHEAM**, 2008. *Mediterra 2008. Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée*, Rapport annuel Presses de Science Po, 2008, Paris.
- CIHEAM**, 2007. *Mediterra 2007. Identité et qualité des produits alimentaires méditerranéens*, Rapport annuel, Presses de Sciences-Po, 2007, Paris.
- Confluences Méditerranée**, 2010. *La Méditerranée sans l'Europe*. Revue, n°74, septembre 2010.

GRAIN, 2008. *Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière.*

Plan Bleu, 2007. *Gestion de la demande en eau en Méditerranée, progrès et politiques.*

Pouch T, 2010. «La guerre des terres » *Choiseul novembre 2010.*

UNESCO, 2009. *Water in a Changing World. 3^{ème} Rapport mondial des Nations-Unies sur la mise en valeur des ressources en eau.*